



**INFORMATIONSLAT
FIR EN ALTERNATIVEN
ËMGANG MAT GELD**

**Scandales financières:
Des coupables trop isolés pour
être crédibles**

**Interview:
Ana-Luisa Teixeira
Sozial- und Solidarökonomie**

**Neue Projekte:
Bio-Supermarkt auf dem
Windhof, Co-Labor, EcoPrêt**



EDITORIAL

NEUE KREDITE

xxx

Ihr Ekkehart Schmidt-Fink

Nötiger denn je: Co-Labor qualifiziert Arbeitslose

Angesichts anderer Problemfelder – vom Wohnungsmarkt bis zur Verschuldung – wird die Lage am Arbeitsmarkt gerne übersehen. Als Arbeitsminister Nicolas Schmit Ende August einen Anstieg der Arbeitslosenquote auf sieben Prozent zu erklären versuchte, wurde jedoch deutlich, dass Handlungsbedarf besteht. Der Negativrekord im Juli sei zum Teil saisonbedingt, zum Teil aber auch auf besorgniserregende Entwicklungen wie die Verbreitung von Leiharbeit oder befristeten Arbeitsverträgen in Branchen wie dem Bau zurückzuführen, sagte er. Ferner hat Schmit ein neues Phänomen entdeckt, das die kommende Regierung genauestens im Auge behalten müsse: „Es besteht die Gefahr einer Prekarisierung des Arbeitsmarktes“, sagte er auf einer Pressekonferenz am 28. August. Von einem schnellen Rückgang der Arbeitslosigkeit sei nicht auszugehen. Deutlich zugenommen hat in den vergangenen Jahren auch die Zahl der Personen, die sich in einer Wiedereingliederungsprozedur befinden: Fast die Hälfte von ihnen sei länger als zwei Jahre erwerbslos gemeldet.

Insofern betonen wir gerne, dass die Förderung von Maßnahmen zur (Wieder-)Einglie-

derung in den Arbeitsmarkt von Beginn an eine der drei wichtigsten Felder sind, in die wir im Rahmen der Alternativkredite investiert haben. Zu den wichtigsten dieser Organisationen, die von uns unterstützt wurden, zählt neben Polygone, Pro-Actif, Inter-Actions insbesondere Co-Labor. Diese 1983 gegründete Kooperative, die überwiegend im Bereich der Garten- und Landschaftspflege tätig ist, hat die gesellschaftliche Eingliederung von Arbeitssuchenden zum Ziel, die eine spezifische Unterstützung oder Ausbildung benötigen. Neben dem Bereich der Pflege von Gartenanlagen und Grünflächen sowie dem Anbau und Verkauf von Bio-Gemüse können Arbeitslose hier auch in Bereichen des Handwerks und der Industrie Qualifikationen erwerben, mit denen sie ihre Vermittlungschancen steigern. So zum Beispiel mit einer Schweißer Ausbildung (Titelfoto). Co-Labor hat im August 2013 einen weiteren Kredit von etika und der BCEE zur Materialbeschaffung für diverse Angebote in Höhe von 207.500 Euro erhalten (Laufzeit 5 Jahre).

KONTAKT:

Co-Labor, Marc Kohl, 105, route d'Arlon,
L-1140 Luxembourg, Tel. 44 78 83, www.co-labor.lu

Madoff, Kerviel, Tourre : des coupables trop isolés pour être crédibles



Ce qui surprend toujours quand on suit l'actualité des escroqueries financières, c'est que, quelle que soit l'ampleur de l'escroquerie, les montants astronomiques détournés à des centaines voire des millions de victimes, on finit toujours par trouver un coupable responsable de toutes les avaries possibles et imaginables. Comme les grands hold-up ne se réalisent jamais sans complicités, on peut légitimement se poser la question sur l'exclusivité de la responsabilité de ces moutons noirs...

Les escroqueries financières ne datent pas d'hier : rappelons que Ponzi, l'inventeur du système qui porte son nom a sévi dans les années 20 ! Le principe, d'une simplicité biblique, consiste à attirer les investisseurs en leur promettant des rendements financiers très élevés (de l'ordre de 20 %) : les premiers clients affluent et ce sont les apports des clients suivants qui permettent à l'escroc de rémunérer les premiers, créant de fait un bouche à oreille très efficace. Le système continue jusqu'à ce que le volume de capitaux entrant ne suive pas la croissance exponentielle nécessaire à la survie du système, ce qui finit fatalement par arriver. Les médias se sont beaucoup appesantis sur le fait que Bernard Madoff ait réussi la prouesse de faire disparaître 50 milliards de dollars. Par contre, bien peu se sont interrogés au sujet de la longévité exceptionnelle de son escroquerie (au moins 20 ans sans être inquiété) alors que la majorité des systèmes de Ponzi explosent au bout de 2 ans maximum : Ponzi lui-même a tenu six mois. Comme Madoff a plaidé coupable à son procès, aucune enquête n'a été menée pour décortiquer le fonctionnement de l'escroquerie et les éventuelles complicités

qu'il a dû entretenir, sans oublier les personnes qui ont travaillé de près avec lui et qui devaient forcément être impliquées (notamment sa femme). Dominique Manotti, une romancière œuvrant dans la littérature noire a émis l'hypothèse que la prétendue escroquerie de Madoff serait en fait une immense machine à blanchir l'argent. Les clients de Madoff seraient, en plus des riches particuliers, des trustees (structures juridiques opaques) représentant entre autres des compagnies transnationales du pétrole qui avaient intérêt à légaliser des montants à l'origine non déclarée. Ces clients acceptaient de payer une « taxe » très élevée de l'ordre de 17 % pour laver cet argent. Maddoff pouvait ainsi se servir et rémunérer ses autres clients sur le long terme. Sans aller jusque-là, nous pouvons tout de même nous interroger sur le fait que la SEC (Security Exchange Commission, le gendarme de Wall Street) n'ait pas mené de travail sérieux sur son fonds d'investissement alors que Madoff lui-même a dit que deux ou trois coups de fil auraient permis de déceler le pot aux roses. En mars dernier, celui-ci a d'ailleurs accusé publiquement le liquidateur chargé de rembourser ses victimes, nom-

mé par le gouvernement américain, de ne pas avoir tenu compte de ces accusations établissant clairement une complicité entre les plus grandes banques d'affaires américaines avec Madoff, dont JP Morgan, qui étaient forcément au courant du caractère peu licite de ses activités. L'affaire est donc loin d'être close...

Le cas Kerviel est différent dans la mesure où cette fois-ci, c'est une banque, la Société Générale, qui se trouve en conflit avec l'un de ses anciens traders. L'affaire commence en janvier 2008, soit neuf mois avant l'explosion de la crise des subprimes. Elle donnera lieu à un licenciement, un procès et une amende de 4,9 milliards d'euros que l'ex-trader doit rembourser de ses propres deniers ! Le licenciement pour faute lourde établit une volonté de nuire à son employeur. Or c'est justement là que le bât blesse : tout d'abord, Kerviel et ses avocats ont pu démontrer que la Société Générale n'était pas si regardante sur le respect des limites de trading qui lui étaient imposées, tant que Jérôme Kerviel faisait gagner des sommes très importantes à sa banque, et ce sur plusieurs années consécutives avant l'éclatement de l'affaire. Le site Médiapart révèle que les bandes audio des conversations entre Kerviel et ses supérieurs hiérarchiques - et dont les retranscriptions effectuées par la banque remises à la justice ont été déterminantes pour la condamnation du trader - laissent apparaître des coupes et des blancs inexplicables. Les contribuables français ont également bon dos dans cette histoire : la Ministre des finances de l'époque Christine Lagarde - devenue depuis la directrice générale du FMI - accorde la même année une déduction fiscale de 1,7 milliard d'euros à la Société Générale, uniquement sur la base de la version de la banque : cette déduction est justifiée si la banque peut prouver qu'elle a été victime d'une fraude. Plutôt curieux car cette décision a été prise contre l'avis des experts du Ministère et alors que le procès de Kerviel n'avait pas encore eu lieu. Enfin, les anciens supérieurs hiérarchiques de Kerviel ont tous quitté la banque avec une prime de sept années (!) de salaires après avoir signé un contrat qui les engageait à garder le silence. Dans ce cas également, l'affaire est loin d'être close car Kerviel est toujours en procès contre la Société Générale, arguant notamment de la falsification des preuves établissant sa culpabilité.

Fabrice Tourre est probablement le protagoniste le moins célèbre des trois. Ce brillant centralien a été recruté par la célébrisissime banque d'affaires Goldman Sachs pour mettre en place ABACUS, un produit financier conçu exclusivement avec des dérivés de crédits (CDS). Les investisseurs qui achètent des titres ABACUS deviennent en quelque sorte les assureurs qui perçoivent des primes aussi longtemps que les obligations ne s'effondrent pas. ABACUS a été sélectionné par le fonds alternatif Paulson. Ce fonds, propriété de John Paulson (à ne pas confondre avec Henry Paulson, ancien PDG de Goldman Sachs et ancien secrétaire au trésor américain) est ensuite commercialisé vers de grandes banques et des investisseurs institutionnels qui achètent les yeux fermés, puisqu'il porte la signature du géant de Wall Street. Ce qu'ils ne savent pas, c'est que pendant que la banque les gave de produits toxiques, le fonds Paulson, qui a choisi les titres en pariant sur leur toxicité, spéculait sur leur effondrement. Dans cette opération, Paulson a réalisé plus de 1 milliard de dollars de bénéfices. Mais la SEC ne le poursuivra pas, estimant qu'il a agi de bonne foi. Il ne sera même pas cité comme témoin au cours du procès, ni par l'accusation ni par la défense – Fabrice Tourre ayant renoncé à faire citer la moindre personne dans ce procès. Tout le monde, manifestement, avait envie que le plus épais silence recouvre ce dossier. « Fabulous Fab » comme il aimait se faire appeler du temps de sa splendeur a donc été condamné en juin dernier pour fraude boursière, gains illicites, tromperie intentionnelle etc... Il risque aujourd'hui une amende d'un milliard de dollars alors que Goldman Sachs a déjà payé une amende de 500 millions de dollars pour solde de tout compte. Il ne travaille plus chez Goldman Sachs depuis janvier 2013, mais celle-ci continue de lui payer ses avocats tout en ayant affirmé à son procès qu'il était le seul aux commandes de la conception d'ABACUS...

Ces trois affaires ont pour point commun la loi du silence. « Depuis le début de la crise, personne n'est allé en prison », s'est affligé Charles Ferguson, réalisateur du documentaire Inside Job. Les condamnations de Bernard Madoff, Jérôme Kerviel et Fabrice Tourre ne changent effectivement rien au fonds du problème. Le procès des agissements des véritables responsables de la crise financière n'a pas eu lieu. À voir le temps qui passe, il risque de ne jamais se tenir. Et pendant ce temps, des millions de personnes aux États-Unis comme en Europe continuent de payer le prix fort : perte d'emploi et/ou de leur logement, etc. Une situation aussi explosive ne pourra pas durer éternellement. (jsz)

INTERVIEW

« On a toujours le choix ! » Ana-Luisa Teixeira



Ana Luisa Teixeira de la Caritas Luxembourg

Ana-Luisa Teixeira (40) est membre du comité de crédit (CC) d'etika depuis juillet en remplacement de Georges Glod. Elle représente Caritas Luxembourg, dont elle est salariée depuis 2012. Elle est née au Portugal où elle a été diplômée en relations internationales. Depuis l'an 2000, elle vit au Luxembourg.

Tu t'intéresse à la politique. Y a-t-il une raison spécifique à cela ?

Bon, c'est une longue histoire... Mon engagement politique a commencé très tôt, dans la famille au Portugal. J'ai grandi dans l'ère post-révolutionnaire qui était politiquement très instable. Comme mon père était engagé dans la politique, j'ai grandi au milieu des manifestations.

Tu es allée faire la révolution avec ton père ?

Oui et non, j'étais la petite de papa. J'avais seulement 10 mois au moment de la révolution, il ne faut pas exagérer (elle rit)... Mais les discussions politiques faisaient partie de mon quotidien. Tout ce qui avait trait aux campagnes électorales était très vif. C'était une jeune démocratie après 48 ans de dictature.

Cela t'a beaucoup marquée ?

Oui, cela m'a permis de comprendre les grandes inégalités, le fossé entre riches et pauvres. Par exemple, on n'avait pas droit à la retraite au Portugal.

Donc tu as étudié la science politique ?

En fait j'ai étudié les relations internationales culturelles et politiques, tout d'abord à Porto puis à Braga.

Avec un esprit révolutionnaire à l'époque ?

Par rapport au système en place : oui.

Après tes études, que voulais-tu faire ?

Découvrir d'autres modes de vie, pendant mes vacances, j'ai souvent rencontré des étrangers. J'étais curieuse...

Tu aurais pu vivre cela au Portugal ?

Non. Mais il y avait aussi une certaine naïveté... J'avais une bourse européenne LEONARDO pour effectuer un stage de 6 mois dans un centre de recherche afin de travailler sur un projet européen à Bordeaux. Il s'agissait de tout ce qui est dépôt et reporting des projets européens. Par la suite, j'ai travaillé à la chambre de commerce pendant un an et demi.

Donc de là vient ton Français excellent ! Et après ces deux ans ?

J'avais encore envie de voyager plus au Nord et je suis arrivée – plutôt par hasard – au Luxembourg, parce que j'avais une amie ici. Et très vite, j'ai trouvé du travail dans un centre de recherche. Là j'ai passé plus de cinq ans à travailler sur des projets européens. J'étais responsable financier du programme Fonds Social Européen (FSE). Quand on travaille avec de l'argent public, la rigueur et la transparence sont fondamentales.

Très bien pour etika !

Et la Caritas Luxembourg !

Mais avant d'y arriver, tu as également travaillé dans une banque ?

Oui. J'ai quitté mon poste de 40 heures à contrat indéterminé pour trouver un emploi à mi-temps afin d'avoir du temps à consacrer à ma fille, qui est née en 2003.

C'était une décision risquée et courageuse !

Oui. Toutes les décisions que j'ai prises ont fait baisser mes revenus, mais je ne les regrette pas. Ensuite, j'ai changé pour accepter un emploi dans une grande banque américaine en tant que reporting analyst.

Ah ...

Oui, c'est une banque mondiale qui donne du travail à beaucoup de gens. Mais quel type de travail ? Ce qui m'a le plus frappée, c'est qu'aucun de mes collègues n'avait une formation dans la finance. Il y avait beaucoup de frontaliers diplômés dans d'autres domaines, littérature, chimie, etc... Nous étions un groupe de gens frustrés qui avaient besoin de travailler.

Le secteur est très critiqué pour ses pratiques...

Etant une banque systémique, cette banque profite de la dérégulation bancaire caractéristique de notre époque, qui a été voulue et décodée par nos politiques depuis les années 80.

Et tu ne te sentais pas bien chez eux?

Non. Quand on travaille dans une boîte qui fait des profits astronomiques, on doit se poser des questions: comment cette richesse est-elle créée? Quand on naît dans un pays colonialiste, comme c'est mon cas, on comprend très vite que la richesse n'est pas forcément en Europe, notre dette écologique et sociale étant ainsi immense.

D'où vient ton intérêt pour les questions d'éthique dans la finance. Et alors? Où était ton esprit révolutionnaire? Je provoque ...

Je crois qu'il était endormi. C'est une question primordiale de savoir comment se positionner dans le monde. Je crois que c'était Gandhi qui disait: Vous devez être le changement que vous voulez voir dans ce monde. Mais quand tu changes de pays, toute ton énergie va dans l'intégration et il y a certaines choses, comme l'engagement politique et social, que tu ne sais pas comment intégrer dans ta nouvelle vie. La société civile, je ne l'ai rencontrée que beaucoup plus tard. Mais j'ai compris qu'on a toujours le choix. C'est comme ça que j'ai fini par démis-

sionner de JPMorgan. Mais je dois dire que les procédures sont strictes et les exigences très hautes. Donc j'ai aussi appris de bonnes choses.

Encore une fois courageuse!

Oui, je suis restée un an au chômage, mais c'était très enrichissant, j'en ai profité pour me former et rencontrer des gens intéressants, je l'ai vécu comme une année sabbatique. Après j'ai eu la chance de rencontrer l'Action Solidarité Tiers Monde qui m'a donné la possibilité de m'engager en 2009 dans le cadre d'un stage de réinsertion professionnelle. Puis j'ai fait un remplacement de congé parental dans l'équipe du Klimabündnis où j'ai beaucoup appris sur les questions environnementales. En même temps j'avais à ma charge des dossiers politiques tels que la dette et l'évasion fiscale des pays du sud.

Et un jour tu as fait la connaissance d'etika!

Oui, c'était dans la cuisine de l'ASTM, car on travaillait dans les mêmes locaux. La première approche se fit avec une recherche sur les fonds vautours et j'ai écrit mon premier article pour le « Brennpunkt ».

Qu'on a placé sur notre site internet car il était très bien recherché!

Et en 2012 j'ai commencé à la Caritas Luxembourg où je suis encore une fois chargée des dossiers financiers.

Mais dans un tout autre contexte?

Evidemment, c'est beaucoup plus enrichissant. Je travaille sur le mandat du Ministère de la Coopération dans les Balkans. Il faut par exemple voyager au Kosovo et en Serbie. Cela me plaît beaucoup, je me sens épanouie. Je peux vraiment mettre toutes mes compétences au service d'une organisation humanitaire.

Donc tu as réussi ta révolution personnelle?

Peut être (elle rit), je ne sais pas si c'est vraiment une révolution, je n'ai fait que suivre mes valeurs mais j'en suis très reconnaissante. La Caritas Luxembourg est une organisation qui accorde une grande importance à la transparence et à la rigueur financière. Donc ce n'est pas sans raison que je suis au CC d'etika maintenant!

NEUE PROJEKTE

Bio-Supermarkt auf dem Windhof



Der Bauernhof Meyers-Weis in Windhof folgt seit 1988 den Regeln des biodynamischen Landbaus mit der Aufzucht von Limousin-Rindern, der Hühnerhaltung und dem Anbau von Getreide auf 87 Hektar Flächen. Damals stand ihr Hof noch mehr oder weniger isoliert an der Kreuzung der route d'Arlon mit der Strasse von Koerich nach Garnich. Heute ist die Kreuzung südwärts verlegt und zu einem mächtigen Kreisverkehr ausgebaut worden. Nebenan liegt der gleichnamige Industriepark und auf der anderen Seite der Strasse von Capellen nach Steinfort steht der überdimensioniert wirkende Bau eines Cactus-Supermarktes. Idyllisch ist das hier nicht mehr.

Aber auch Guy und Sylvie Meyers-Weis haben ihren Betrieb an die veränderten Bedürfnisse

des mit der Finanzwirtschaft boomenden Landes und die erhöhte Nachfrage nach Bio-Produkten angepasst. 1995 erfolgte die vollständige Umstellung auf biologische Landwirtschaft, dann haben sie investiert. 1998 und 2004 erhielten sie zwei Kredite von etika und der BCEE: Zunächst einen Investitionskredit für die Modernisierung des Hofes und Vergrößerung der Ställe, dann einen Investitionskredit für den Bau eines Legehennenstalls. Nun folgt der nächste Schritt in der Erweiterung des Betriebes: Auf dem Hof entsteht ein NATURATA-Supermarkt, für den im August 2013 ein Investitionskredit in Höhe von 404.000 Euro erteilt worden ist. Der Großteil der Investitionssumme von rund 1 Million Euro wird durch Eigenmittel getragen. Der Supermarkt selbst wird künftig an die NATURATA-Supermarktkette vermietet, die hier mit Eigenmitteln gut zehn Arbeitsplätze schaffen wird.

Das Besondere daran: Ähnlich wie bei den Hofmärkten von Jos Schanck und Tom Kass, können sich Kunden den Hof anschauen. Dies ist besonders interessant, weil die hier betriebene Produktion von Bio-Eiern als sehr positives Beispiel für artgerechte Hühnerhaltung bei gleichzeitig guter Produktivität gilt. 2000 Hühner leben gut 50 Meter entfernt in sehr kom-

fortablen Ställen und reichlich Freiflächen auf dem sich anschließenden Wiesengelände. Die Kunden profitieren insofern vom Engagement der Bio-Bauern, sich verstärkt in der lokalen Vermarktung von Bioprodukten zu engagieren.

Bislang haben Guy und Sylvie Meyers-Weis ihre Produkte über BIOG vermarktet und auf dem Hof lediglich einen kleinen Selbstbedienungskühlschrank für den Verkauf von Eiern eingerichtet. Jetzt wächst hinter ihrem Haus und parallel zur Scheune ein imposanter Holzbau heran (Foto). Man kann hoffen, dass mit ihm wenn auch nicht die frühere Idylle zurückkehrt, so doch ein Zeichen gesetzt wird für eine nachhaltigere Landwirtschaft, die zeigt, dass sich auch ein bäuerlicher Familienbetrieb durch mutiges, wenn auch behutsames Wachstum für die Zukunft wappnen kann, ohne zur Agrarfabrik zu werden (Leser/innen, denen der Bau doch sehr gewaltig erscheint sei gesagt, dass der sich in 100 m Entfernung erhebende Cactus-Supermarkt gut 10 mal so groß ist, mit noch einmal so viel Fläche für Parkplätze). (esf)

KONTAKT:

Guy und Sylvie Meyers, 2, rue de Koerich,

L-8399 Windhof, Tel. 39 96 63

Kapitalerhöhung der OIKOPOLIS-Gruppe



OIKOPOLIS heißt der ab 1999 errichtete und ausgebaut Standort im Parc d'Activité Syrdall bei Munsbach, an dem alle Wertschöpfungsstufen der Bio-Landwirtschaft zusammengeführt werden: vom Produzenten, Weiterverarbeiter, Verpacker (BIOG-Bio-Bauere Genossenschaft) über den Großhandel (BIOGROS), den Einzelhandel (NATURATA) und Dienstleister (Restaurant) bis hin zum Kunden. Etika und die BCEE haben den Aufbau mit mehreren Krediten unterstützt.

Die OIKOPOLIS-Gruppe verarbeitet und vermarktet in erster Linie Produkte der biologischen Landwirtschaft und beteiligt sich an anderen Betrieben, die demselben Ziel dienen. Ein wichtiger Punkt ihrer Aktivität ist die Kooperation der Betriebe innerhalb der Wertschöpfungskette. Der Name OIKOPOLIS steht in diesem Sinne unter dem Motto: „Vom Acker bis auf den Teller“.

Die Gesellschaft OIKOPOLIS Participations SA strebt nun eine Kapitalerhöhung über den Weg eines öffentlichen Zeichnungsangebotes von 20.833 Aktien der Klasse A zum Zeichnungspreis von 72 Euro pro Aktie an, um ihre Eigenmittel zu stärken und anstehende Investitionen in den Tochtergesellschaften und Beteiligungen an regionalen Bio-Unternehmen zu finanzieren.

Durch den Kauf dieser „grünen“ Aktien ist es Privatpersonen möglich, in die Realökonomie zu investieren und damit Betriebe zu unterstützen, die man „anfassen“ kann. Dazu gehören landwirtschaftliche Höfe, zusammengeschlossen in der BIOG-Genossenschaft, verschiedene Verarbeitungsbetriebe, z.B. ein Apfelsafthersteller, demnächst zwei Käsereien, eine Nudelproduktion und eine Bäckerei, sowie ein etablierter Bio-Großhandel (BIOGROS), bald zehn Bio-Einzelhandelsgeschäfte (NATURATA) und weitere Betriebe, die in direkter Beziehung zur ökologischen Landwirtschaft stehen.

Durch eine solche Anlage kann man sein Geld direkt in unserer Region anlegen und damit eine Form der Landwirtschaft unterstützen, die für einen selbst und die Umwelt Vorteile bringt. Ein wichtiger Aspekt dabei ist die Ernährungssouveränität, denn die biologische Landwirtschaft arbeitet so weit wie nur möglich mit der Natur und nicht gegen sie. Sie verwendet weder schnelllösliche Mineraldünger noch Pestizide und GMO (Gentechnisch Modifizierte Organismen) und ist damit unabhängig von globalisierten Unternehmen, die in der Regel die Landwirtschaft als interessanten Absatzmarkt für ihre meistens umweltschädlichen Produkte ansehen.

Was ist einem eine sinnvolle Geld-Anlage wert? Das Ziel von OIKOPOLIS und in gleicher Weise von etika ist, dass Menschen ihr Geld in der konkreten Ökonomie (und nicht in der virtuellen Finanzindustrie) investieren, insbesondere durch die Förderung nachhaltig ökologischer Projekte – vor allem, um angesichts des Klimawandels und schrumpfender Ressourcen echte Alternativen zu entwickeln. Hier entstehen Werte, vor allem für die Zukunft, die nicht unbedingt in Geld zu erfassen

sind. Die OIKOPOLIS-Gruppe ist mit viel Erfahrung auf diesem Feld erfolgreich unterwegs und möchte ihren Weg weitergehen. Mit dem Beteiligungsangebot bietet sie jetzt die Möglichkeit diesen Weg mitzugehen.

Die Zeichnungsfrist läuft bis zum 31. Oktober 2013 oder bis zu dem Zeitpunkt vorher, an dem alle Aktien gezeichnet sind. Zeichnungsprospekt und -unterlagen erhalten interessierte Anlegerinnen und Anleger in allen NATURATA-Filialen sowie in der Geschäftsstelle der OIKOPOLIS in Munsbach. Zudem können das Zeichnungsprospekt und die Zeichnungsunterlagen online eingesehen werden. Zu beachten ist jedoch, dass Zeichnungen nur auf Basis von Vorzugsrechten erfolgen können. Wenn ein Interessent keine oder nicht genügend Vorzugsrechte besitzt, muß er diese zunächst erwerben. Weitere Informationen finden sich in einem ausführlichen Prospekt, der allein rechtlich verbindlich ist. (esf)

KONTAKT:

OIKOPOLIS Participations SA,
13, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,
www.oikopolis.lu/finanzierung

VERANSTALTUNGEN

25 Jahre Biolandbau



Szene vom Biobauern-Hoffest in Hupperdingen im Juni 2011

2013 feiert der Biolandbau in Luxemburg mit einem Festprogramm sein 25jähriges Bestehen. Termine sind der 21. September mit der Veranstaltung „Biolandbau im Dialog: „Riesling, Pinot, Auxerrois – Erlesenes am Biowengert“, bei der Gäste in den Weinberg von Corinne und Yves Sunnen gehen und anschließend „Weinbergsgeflüster“ erleben können. Vom

27. bis 29. September folgt auf der Oekofoire in bewährter Weise eine Präsentation der ganzen Vielfalt der Branche. Als Zeichen für eine zukunftsweisende bäuerliche Landwirtschaft können sich Gross und Klein am 6. Oktober an einer gemeinsamen Aussaat von Hand auf dem bio-LABEL Betrieb der Familie Arend-Stemper beteiligen. „Rodelika – wie schmaachst Du?“ heisst es am 19. Oktober bei einer Hofbesichtigung mit Möhrenernte auf dem Demonstrationsbetrieb der Familie Jos Schanck, ehe das Festprogramm am 26. November bei einer akademischen Sitzung mit Felix Prinz zu Löwenstein seinen Abschluss findet.

Die Betriebe von Sunnen-Hoffmann und Jos Schanck wurden durch einen Alternativkredit von etika und der BCEE gefördert, insofern gibt es hier auch für unsere Sparerinnen und Sparer eine Gelegenheit zu sehen, wo und wie ihr Geld investiert wurde. (esf)

Wirtschaft als soziale Bewegung



Ob Kitas, in denen Eltern den Putzdienst übernehmen, von Bürgern gegründete Energiekooperativen, Zeitbanken, kollektiv geführte Cafés und Restaurants, Open Source Webdesigner, Kaufhäuser für fair gehandelte Waren, Tauschmärkte für gebrauchte Waren, Re- und Upcyclingboutiquen, Permakulturinitiativen, oder solidaritätsorientierte Finanzierungsformen wie die schon genannten Cigales: Einem aufmerksamen Beobachter kann kaum noch entgehen, dass sich in den vergangenen Jahren etwas verändert hat. Erstaunt wird er feststellen, dass andere Produktions-, Konsum-, Spar- und Austauschformen als die bislang gängigen möglich sind: Sie arbeiten auf der Basis von Werten wie gemeinschaftlichem Engagement, Solidarität, Nachhaltigkeit und Befriedigung sozialer Bedürfnisse statt Wettbewerb, per Marketing erzeugter neuer Bedürfnisse und Rationalisierungen auf Kosten von Arbeitsplätzen.

Manche dieser Akteure verstehen sich als Vorreiter im Kampf gegen kapitalistische Strukturen, Mechanismen und Zwänge, andere handeln völlig unbeeinflusst von Ideologien. Sie eint jedoch eine sehr ausgeprägte Motivation, anders als rein gewinnorientiert zu wirtschaften. Neben Marktakteuren und der öffentlichen Hand scheint ein neuer Sektor entstanden zu sein: Die Sozial- und Solidarökonomie. Das dahinter stehende Konzept entstand im letzten Viertel des 20. Jahrhunderts in Frankreich und bestimmten lateinamerikanischen Ländern. Frankreich gilt als die Wiege der Solidarökonomie. Anfangs ging es vor allem um die Bereitstellung sozialer und so genannt meritorischer Güter, die für ein menschenwürdiges Leben notwendig sind, vor allem Bildungs- und Gesundheitsangebote, die unabhängig von Einkommen und Kaufkraft für jeden verfügbar sind.

Nach Konsolidierung des Wohlfahrtsstaates war die Bereitstellung dieser Güter weitest-

gehend gewährleistet. In den letzten Jahren entstanden jedoch neue soziale Bedürfnisse, zu deren Befriedigung weder die öffentliche Hand noch die Marktwirtschaft einen Beitrag leisteten. Dazu zählen Probleme in Bezug auf Lebensbedingungen älterer Menschen, Langzeitarbeitsloser, Zuwanderer und ethnischer Minderheiten, Behinderte, ehemalige Straftäter, misshandelte Frauen oder chronisch Kranke. Es entstanden viele neue Genossenschaften, gemeinnützige Vereine und Unternehmen ohne Gewinnausrichtung.

Viele von ihnen sind in regionalen Netzwerken organisiert, neben INEES in Luxemburg auch bei APES in Frankreich oder weltweit bei RIPESS, dem „Réseau intercontinental de l'Economie Sociale Solidaire“. Beim zweiten RIPESS-Kongress, der vom 5. – 6. Juli in der nordfranzösischen Metropole stattfand, trafen sich über 80 Teilnehmern aus 15 Ländern – von Irland, Frankreich und Katalonien über Kongo und Mali bis zu den Philippinen –, um Erfahrungen auszutauschen.

Alleine innerhalb Europas gibt es heute eine große Vielfalt der Sozialwirtschaft, wie sich bei dem Kongress zeigte. In Ländern wie Spanien, Frankreich, Portugal, Irland und Griechenland genießt das Konzept die größte Anerkennung. Spanien hat 2011 als erstes Land in Europa ein Gesetz zur Sozialwirtschaft erlassen, in Frankreich und Luxemburg gibt es sogar eigene Ministerien. In Ländern wie Italien und Luxemburg, besonders aber in Deutschland und Osteuropa kämpft man noch um Akzeptanz und Anerkennung, wengleich es dort viele Genossenschaften gibt. Giuliana Giorgi von der deutschen Initiative Netzwerk Solidarische Ökonomie betonte gleichwohl, dass vielen Akteuren oft schlicht nur nicht bewusst ist, dass sie dem Sektor zugehören. Probleme der Definition und Abgrenzung zwischen Akteuren der Solidarökonomie und Beschäftigungsinitiativen kennt man auch in

Luxemburg, wie Eric Lavillunière vom Netzwerk INEES berichtete. Eine andere Frage ist die, ob man sich als Nischenakteur oder in ausdrücklicher Gegnerschaft zur neoliberalen Marktwirtschaft versteht und sich für einen Paradigmenwechsel einsetzt.

Sicher ist jedenfalls, dass auf lokaler wie globaler Ebene ein dritter Sektor entsteht, der sich als soziale Bewegung versteht, dem es um das Aufzeigen sozio-ökonomischer Alternativen geht. Nach ersten Foren in Lima 1997 und Quebec 2001 treffen sich die Akteure nun alle vier Jahre bei Foren zur „Globalisierung der Solidarität“: Nach 2005 in Dakar fand das letzte Treffen 2009 in Schifflingen statt, organisiert von den luxemburgischen Akteuren OPE und INEES. Die Vorbereitung des nächsten Forums in Manila vom 15. – 18. Oktober 2013 war einer der Kernpunkte des zweiten Kongresses des 2011 in Barcelona entstandenen Netzwerks zur Förderung der sozialen und solidarischen Ökonomie (RIPESS). Hier in Lille ging es auch um den Erfahrungsaustausch und das Initiieren gemeinsamer Aktivitäten wie zum Beispiel der Erstellung einer Studie zur europäischen Sozialwirtschaft. In Workshops debattiert wurden auch Themen wie die Bedeutung der Solidarökonomie als Puffer gegen die Krise und Reparaturbetrieb, Möglichkeiten der Bildungsarbeit und Wege zu einer Erhöhung der Sichtbarkeit des Sektors.

Eine Erkenntnis war: Es ist die Praxis der Selbst-Organisation von Bürgern, nicht die Theorie und Etikettierung, die zählt. Erfriechend die Aufbruchstimmung, die aus vielen Kontakten entstand. Für etika interessant war zum Beispiel ein Kontakt zu einer Vertreterin der „Cigales“ – einer Abkürzung für die „Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire“. Zikaden (frz.: Cigales) gibt es nicht nur in der Provence, sondern auch im verregneten Norden Frankreichs. Im Gespräch wurde deutlich: Was sie bei den Cigales in Lille umsetzt, folgt der gleichen Philosophie, die auch der Arbeit von etika zugrunde liegt. Es wurde aber auch deutlich, dass man auf der Makroebene letztlich noch nicht viel erreicht hat. „Wir sollten uns nicht verzetteln, uns lieber ein bis zwei klare, übergreifende Ziele und Projekte vornehmen, die wir auch wirklich umsetzen“, so der APES-Präsident in seinem Schlußwort. (esf)

Mehr Infos: www.ripest.org

Velotour an die Our



Michel Heftrich erklärt uns sein Projekt

So viel Anmeldungen hatten wir selten, da wir aber im Zug nach Kautenbach nur 16 Räder mitnehmen konnten, mussten wir einem halben Dutzend Radfahrbegeisterten leider absagen. Nachdem wir jedoch unsere zweite diesjährige Tour im verregneten Juni mangels Anmeldungen hatten abblasen müssen, freute uns so viel Nachfrage. Am 27. Juli, einem schönen Sommertag führte uns also Monique Goldschmit von Velosophie in den Norden. Die 17. von ihr für etika organisierte Tour führte in bewährter Manier auf Radwegen durch Naturlandschaften zu interessanten Projekten.

Wir starteten in Luxemburg-Stadt, nahmen den Zug nach Kautenbach und radelten die ersten von 70 Kilometern ab der Mündung der Clierf in die Wiltz erstere stromaufwärts durch eine kilometerweite Auenlandschaft bis Lellingen. Gerade im ersten Streckenabschnitt waren lange Steigungen zu überwinden, die aber niemanden überforderten. Weiter ging es durch die Wälder des Ösling auf die Höhe zum Naturparkzentrum Hosingen und mit herrlichem Fernblick auf Deutschland von Wahlhausen aus steil hinunter an die Our nach Untereisenbach. Michel Heftrich erläuterte uns dort sein ambitioniertes Projekt des KultOURDëppen, einem Freizeitzentrum mit unterschiedlichsten Angeboten für alle Generationen zur Revitalisierung des Dorfes.

Von dort radelten wir nach einem ausgiebigen Mittagessen gemütlich entlang der Our in Richtung Vianden. Unterwegs besichtigten wir die Stollen des Pumpspeicherkraftwerks, pausierten in Wallendorf und erreichten Ettelbrück, von wo aus wir per Zug nach Luxemburg zurück kehrten. (esf)

Gewinnzuwachs für die BCEE

Unser Bankpartner beim alternativen Sparkonto hat das erste Halbjahr 2013 trotz einer eher lauen Konjunkturlage mit einem Nettogewinn von 140,9 Millionen Euro abgeschlossen (plus 0,2% im Vergleich zu 2012). Das gab die Banque et Caisse d'Épargne de l'État am 26. August bekannt. Um 2,5% höher als zum Jahresende waren auch die Einlagen privater Kunden (natürliche Personen). Rückläufig waren jedoch die Einlagen ausländischer Personen, was die Bank auf die Ankündigung der Regierung zurückführt, das Land werde ab 1.1.2015 den automatischen Informationsaustausch einführen. Den Rückgang bei den Einlagen der institutionellen Anlegern (-3,2%) erklärt die Bank damit, diese Einlagen seien gewinnbringender angelegt worden, nachdem sich Schuldenkrise in Europa etwas beruhigt hat. Im August 2013 wurde die BCEE ferner erneut als eine der 10 sichersten Banken der Welt bestätigt. (esf)

NEUE PROJEKTE

EcoPrêt für ein Passivhaus



Die Familie Thierry Lagoda und Claude Scholtes hat im Juli 2013 von etika und der BCEE einen EcoPrêt LOGEMENT für ihren im Februar begonnenen Bau eines Passivhauses (Foto) erhalten. Das in Holzbauweise errichtete Haus soll im November fertig gestellt werden. Bei dem Kredit handelt es sich um den 14. bislang vergebenen EcoPrêt, einen Kredit mit besonderer Zinsbonifikation, den wir für Neubauten oder Sanierungen (EcoPrêt ENERGIE) vergeben, die in vollständiger Weise mit ökologischen Methoden und Materialien erfolgt sind. (esf)

Conférence de Paul Jorion



etika et le Doyen de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance à l'Université du Luxembourg a l'honneur de vous inviter à la conférence du professeur Paul Jorion «Une autre finance est possible!» le mercredi 16 octobre 2013 à 18 heures - Bâtiment Weicker, salle de conférence B001 au rez-de-chaussée situé à 4, rue Alphonse Weicker, Luxembourg Kirchberg.

Quand la finance est évoquée dans les gros titres des médias, il est généralement question de concepts pas toujours compréhensibles pour les non-initiés comme le trading à haute fréquence, la bonne (ou mauvaise) santé des marchés européens ou américains, les réformes bancaires en discussion etc... Il n'est pas toujours facile de discerner en quoi les marchés financiers peuvent servir l'intérêt général et en quoi les institutions financières contribuent au bien commun. C'est en partant de ces questions simples que Paul Jorion va développer son propos, pour montrer que si l'économie dite réelle a vraiment besoin d'institutions financières pour bien fonctionner, les services rendus par la majorité de celles-ci couvrent rarement les besoins des ménages et des entreprises, attirés qu'ils sont par les paradis artificiels de la spéculation. Paul Jorion décrira également comment devrait fonctionner un système financier véritablement au service de la communauté.

Paul Jorion, anthropologue de formation, a exercé la profession de trader aux États-Unis. Il porte un regard iconoclaste et sans complaisance sur l'économie : il fut l'un des rares à anticiper, dès 2004, ce qui allait devenir la crise des subprimes. Auteur de nombreux ouvrages dont *Le capitalisme à l'agonie et Misère de la pensée économique* aux éditions Fayard. Il anime un blog très suivi. (jsz)

www.pauljorion.com

Raymond kandidiert



Für etika ist dies eine Premiere: Mit Raymond Aendekerck (Foto) kandidiert erstmals ein ehrenamtliches Mitglied eines unserer Gremien bei den Parlamentswahlen des Landes. Seit fünf Jahren engagiert sich der 50-jährige Agraringenieur im etika-Kreditkomitee, bereits seit 1988 ist er bei unserem Gründungsmitglied Natur&Umwelt/Hëllef fir d'Natur beschäftigt, in Teilzeit arbeitet er auch bei der IBLA. Landesweit bekannt ist jedoch vor allem sein Bio-Äppeljus, der über BIOG vertrieben wird. Bei den Wahlen am 20. Oktober kandidiert er für die Greng im Bezirk Osten. In Ausgabe etikaINFO 40 (Dez. 2011) erschien ein ausführliches Interview mit ihm. (esf)

Geöffnete Konten Stand 31.07.13	1093
Sparkapital insgesamt Stand 31.07.13	42,04 Mio EUR
Summe vergebener Kredite Stand 30.06.13	31,4 Mio EUR
Quote in Kredite umgewandelten Sparkapitals Stand 30.06.13	74,2 %
Anzahl aktiver Kredite Stand 30.06.13	93

Für aktuelle Informationen und Veranstaltungen nutzen Sie bitte unsere Facebook- und Twitter-Seiten oder bestellen sie unseren etikaNEWSLETTER.

IMPRESSUM

Den etika-info ass a periodescht Informatiouns- a Motivatiounsblat fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont.

Editeur: etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax: 29 83 53, www.etika.lu, contact@etika.lu **Lay-out:** Bizart **Lektorat:** Stefanie Baehr, Bérengère Brulebois **Mise en page:** Bizart **Redaktioun:** Ekkehart Schmidt-Fink (esf) a Jean-Sébastien Zippert (jsz) **Drock:** Imprimerie Mil Schlimé, Bertrange. **Fotoen:** Association HEC (sait 7), Raymond Aendekerck (sait 8 o.), Bita Ghanean (sait 8 u.), Thierry Lagoda (sait 7), Oikopolis (sait 5 o.), Ekkehart Schmidt-Fink (1, 3-7), StudioBendib (sait 2)

Den etika info ass op recycléiertem an 100% chlorfräi gebleechtem Pabeier gedréckt ginn.

Radtour nach Beckerich

Am 15. September bietet etika die vierte Vélotour dieses Jahres an, die uns in den Westen an die belgische Grenze bei Beckerich führt. Start ist gegen 8.30 Uhr am Luxemburger Bahnhof, von wo es per Zug nach Kleinbettingen geht. Von dort radeln wir zu den Klosterruinen von Clairefontaine und weiter nach Beckerich, wo wir das von etika und der BCEE mit einem Alternativkredit unterstützte Projekt des Beckericher Geméisgaart anschauen. Thessy und Jean Klein produzieren Erbsen und andere Gemüsearten für Bio-Label, vermieten Teile des Geländes aber auch an Hobbygärtner und bieten zudem pädagogische Aktivitäten für Kinder an. Im Frühjahr haben sie ein eingesätes und bepflanzt Gelände zur Verfügung gestellt. Die „Mieter“ brauchen sich dann nur noch um die weitere Pflege und die Ernte zu kümmern. Wir wollen sehen, wie weit das gediehen ist und essen dann in der Beckericher Mühle zu Mittag. Am Nachmittag radeln wir über Useldange ostwärts und nehmen ab Colmar-Berg oder Ettelbrück den Zug zurück nach Luxemburg. Die Teilnahme (incl. Zugfahrt) ist kostenlos. Eine Anmeldung ist erforderlich (bis zum 13. September): bei etika (Tel: 29 83 53/contact@etika.lu) oder Velosophie (Tel: 26 200 132/velosophie@pt.lu).

Vier Quiz-Termine



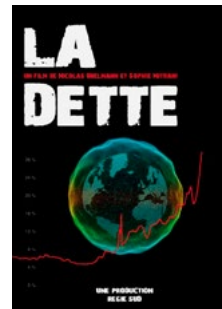
Jeden zweiten Monat ab Oktober spielen wir wieder unser Quiz „Qui veut gagner en vision?“ im Exit07/CarréRotondes in Hollerich, jeweils Dienstag ab 18.30 Uhr: Nächster Termin ist der 22. Oktober, danach am 10. Dezember, 11. Februar 2014, 22. April 2014 und 27. Mai 2014. Gespielt wird in Gruppen, der Eintritt ist frei. Alle Teilnehmer/innen gewinnen bio-faire Preise im Wert von 50 bis 500 Euro.

Le monde en doc

Suite du festival «le monde en doc» avec la cinémathèque de Luxembourg et ATTAC Luxembourg nous vous donnons rendez-vous pour deux films inédits au Luxembourg :

Lundi 7 octobre à 20h30: Big Boys gone Bananas!

En 2009, le journaliste suédois Fredrik Gertten réalise Bananas!, un documentaire sur la croisade d'un avocat américain qui, au nom de milliers d'anciens employés nicaraguayens, met en accusation Dole Food Company. En utilisant à la fin des années 1970 des pesticides interdits aux Etats-Unis, la firme aurait rendu stériles ses employés. Le retour de manivelle est violent pour le réalisateur, si violent que, trois ans plus tard, Fredrik Gertten revient sur le sujet avec Big Boys Gone Bananas!, chronique du cauchemar médiatico-judiciaire engendré par Bananas!



Lundi 2 décembre à 20h30: La dette

En 2010, la crise de la dette est allumée en Grèce, dans l'un des berceaux de la démocratie. Elle se répand dans toute l'Europe menaçant les fondements mêmes de l'Union européenne. Comment en est-on arrivé là? La crise de la dette publique cache en fait une rivalité ancienne entre les banques et l'État, rivalité que le passage à la monnaie unique n'a fait que renforcer. Qui de la puissance publique ou des banques aura le privilège d'émettre de la monnaie, autrement dit qui détiendra les clefs de la machine à billet? Car tout est là. L'argent, si rare, n'est qu'un bout de papier reproductible à l'infini mais dont l'émission est pour le moment hors de contrôle. Cette situation ubuesque qui plonge périodiquement les États dans la crise, est racontée avec clarté par des intervenants parfois truculents, toujours per-spicaces.

Les deux séances seront suivies d'un débat avec un invité dont l'identité sera révélée ultérieurement.(jsz)